

POLITIQUE

politique.union@sonapresse.com

L'US aux côtés du gouvernement

LORS de la présentation des vœux à ses militants le week-end écoulé, le président de l'Union et Solidarité (US), Jean de Dieu Moukagni Iwangou, a appelé ses compatriotes à coopérer, de manière citoyenne, avec les forces de sécurité.

Martina ADA METOULE
Libreville/Gabon



Photo: DR

Jean de Dieu Moukagni Iwangou, président de l'US, lors de son intervention.

JEAN de Dieu Moukagni Iwangou, président de l'Union et Solidarité (US), était le week-end écoulé au milieu de ses militants. À cette occasion, le président de l'US a évoqué la rumeur persistante sur les enlèvements d'enfants qui s'est emparée de Libreville ces derniers temps. Jean de Dieu Moukagni Iwangou est surtout revenu sur la psychose que cette situation a engendrée. Il a affirmé son "soutien au gouvernement de la

Moukagni Iwangou a regretté ce qu'il a appelé le "phénomène dans lequel le peuple devient à la fois la malheureuse victime et le triste agresseur".

République, et sa solidarité aux forces de sécurité et de défense, pour assurer avec lucidité la protection des personnes, et le retour à l'ordre public. " Le président Moukagni Iwangou a regretté ce qu'il a appelé le "phénomène dans lequel le peuple devient à la fois la malheureuse victime et le triste agresseur", soulignant : "notre parti lance un appel à tous les fils du Gabon, pour une coopération citoyenne avec les forces de sécurité, pour que la recherche de la vérité soit encadrée, et que la sanction des auteurs soit distribuée selon la gravité de la faute." Par ailleurs, le président de l'US

a précisé que les vœux qu'il a formulés à l'endroit de ses militants et compatriotes sont des vœux " pour la promotion et le triomphe de ces valeurs d'unité et de solidarité, qui permettent de construire à l'avantage de tous, et pour le bien du pays". En outre, il a invité les uns et les autres à réinvestir le terrain, pour " semer plus loin, notre message d'unité et de partage". Dans la perspective de la tenue prochaine de la convention de l'association de la jeunesse de l'US, Jean de Dieu Moukagni Iwangou a appelé à la redynamisation des autres mouvements d'action politique spéciali

Le Challenge national : soutien d'Ali Bongo Ondimba

AEE
Libreville/Gabon

LE Challenge national (CN), "mouvement politico-citoyen, qui se veut être le bras séculier du chef de l'État Ali Bongo Ondimba" a effectué, samedi dernier, au Centre social d'Akébé, dans le 4e arrondissement de la commune de Libreville, sa rentrée politique. Plusieurs responsables d'associations et représentants des partis politiques ont pris part à cette cérémonie au cours de laquelle le président de CN, Ghislain Ngui Nzé, a expliqué les motivations de la mise en place dudit mouvement.

" CN est né de la volonté de la nouvelle génération politique gabonaise de participer à la construction du Gabon aux côtés du chef de l'État Ali Bongo Ondimba, en toute probité et honnêteté. Nous voulons être le relais de son action auprès de l'opinion publique. Surtout, on voudrait être une force de propositions et d'actions dans l'espace qui lui sera consacré. Nous voulons être la force et le bouclier qui défendra avec honneur et fierté notre président dans son élan républicain. Parce que nous sommes convaincus qu'en dépit des difficultés économiques et le contexte politique, Ali Bongo est le seul capable de transformer notre quotidien et celui des populations", a-t-il indiqué.



Photo: Abel Eyegne

Le président de Challenge national, Ghislain Ngui Nze.

Miroir du gouvernement

Quels enseignements ?

QU'AURAIT dû faire le gouvernement dès la circulation des premières rumeurs faisant état des cas d'enlèvements au Gabon ? Difficile de ne pas s'interroger sur l'attitude de " l'équipe Nkoghe Bekale V" face aux événements qui ont secoué, la semaine écoulée, la capitale gabonaise. D'autant que, aux yeux de bon nombre d'observateurs, le gouvernement est apparu plus dans la réaction que l'action. En se contentant, dans un premier temps, de pondre un communiqué dans lequel il n'a, semble-t-il, pas réellement pris la mesure et la portée des angoisses exprimées par les populations derrière toute cette agitation. Avant, dans un second temps, de faire montre de fermeté en annonçant le déploiement des éléments de forces de défense et de sécurité aux abords des établissements scolaires et la fouille systématique de tous les véhicules, dans le strict respect des dispositions légales en vigueur. Entre-temps, l'effroyable s'est produit. Soupçonnés d'être des ravisseurs d'enfants, deux compatriotes, copieusement lynchés par une foule en colère, ont perdu la vie. Laissant derrière eux, femmes et enfants meurtris et inconsolables dans la douleur.

Au milieu de tout cela, tout comme le gouvernement qui s'est d'abord contenté d'an-

noncer qu'il n'y avait " aucune vague d'enlèvements d'enfants au Gabon", aucun chef de quartier, encore moins un maire d'arrondissement ou une autorité morale n'a daigné lever le petit doigt pour tenter de ramener les populations à la raison. Personne n'est allé à la rencontre des populations.

Cette situation est probablement symptomatique de l'état actuel de la société gabonaise. En ce XXIe siècle triomphant où les nouvelles technologies, la créativité, l'ingéniosité et l'inventivité sont érigées, ailleurs, en système de valeurs. Chez nous, la superstition, l'obscurantisme sont encore bien vivaces dans les esprits. La parole publique est de moins en moins audible et crédible, les réseaux sociaux deviennent, aux yeux de bon nombre de compatriotes, l'une des principales sources d'information. Ce qui n'est pas sans causer des dégâts. Avec ceci que le lien entre le gouvernement et les gouvernés ne cesse, semble-t-il, de se distendre.

Comme quoi, il revient au gouvernement de tirer, d'une certaine manière, objectivement, les leçons des événements survenus la semaine dernière à Libreville.

J.KOMBILE MOUSSAVOU